

**PREFET
DES PYRENEES ATLANTIQUES**

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Région Aquitaine

Unité Territoriale des Pyrénées-Atlantiques

**INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

ARRETE n° 2602-11-49
portant sur les rejets de substances dangereuses
dans le milieu aquatique du Syndicat Mixte pour le traitement des boues
(S.M.T.B.)

Le Préfet des Pyrénées-Atlantiques
Officier de la Légion d'Honneur

VU la directive 2008/105/EC du 16 décembre 2008 établissant des normes de qualité environnementale dans le domaine de l'eau ;

VU la directive 2006/11/CE concernant la pollution causée par certaines substances dangereuses déversées dans le milieu aquatique de la Communauté ;

VU la directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (DCE) ;

VU le code de l'environnement et notamment son titre 1er des parties réglementaires et législatives du Livre V ;

VU la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R511-9 du code de l'environnement ;

VU les articles R211-11-1 à R211-11-3 du titre 1 du livre II du code de l'environnement relatifs au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 20 avril 2005 modifié pris en application du décret du 20 avril 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;

VU l'arrêté ministériel du 30 juin 2005 modifié relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;

VU l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets ;

VU la circulaire DPPR/DE du 4 février 2002 qui organise une action nationale de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses dans l'eau par les installations classées ;

VU la circulaire DCE 2005/12 du 28 juillet 2005 relative à la définition du « bon état » ;

VU la circulaire DE/DPPR du 7 mai 2007 définissant les "normes de qualité environnementale provisoires (NQEp)" et les objectifs nationaux de réduction des émissions de certaines substances ;

VU la circulaire du 5 janvier 2009 relative à la mise en œuvre de la deuxième phase de l'action nationale de recherche et de réduction des substances dangereuses pour le milieu aquatique présentes dans les rejets des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le rapport d'étude de l'INERIS N°DRC-07-82615-13836C du 15 janvier 2008 faisant état de la synthèse des mesures de substances dangereuses dans l'eau réalisées dans certains secteurs industriels ;

VU l'arrêté préfectoral N°06/IC/058 du 24 février 2006 autorisant le SMTB à exercer ses activités relevant de la nomenclature des installations classées à INDUSLACQ sur le territoire de la commune de Mont – Arance – Gouze – Lendresse ;

VU le courrier de l'inspection à l'exploitant du 17 février 2011 proposant un projet d'arrêté préfectoral ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 29 avril 2011 ;

VU l'avis du CODERST du 19 mai 2011 ;

Considérant l'objectif de respect des normes de qualité environnementale dans le milieu en 2015 fixé par la directive 2000/60/CE ;

Considérant les objectifs de réduction et de suppression de certaines substances dangereuses fixées dans la circulaire DE/DPPR du 7 mai 2007 ;

Considérant la nécessité pour l'établissement concerné d'évaluer qualitativement et quantitativement par une surveillance périodique les rejets de substances dangereuses dans l'eau issus du fonctionnement de l'établissement au titre des installations classées pour la protection de l'environnement et de proposer le cas échéant des mesures de réduction ou de suppression adaptées ;

Considérant les effets toxiques, persistants et bioaccumulables des substances dangereuses visées par le présent arrêté sur le milieu aquatique ;

Considérant que l'établissement rejette dans une masse d'eau déclassée ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

ARRETE

Article 1 : Objet

Le Syndicat Mixte pour le Traitement des Boues dont le siège social est situé à la mairie de Lacq (64170) doit respecter, pour ses installations situées sur le territoire de la commune de Mont-Arance-Gouze-Lendresse à INDUSLACQ, les modalités du présent arrêté préfectoral complémentaire qui vise à fixer les modalités de surveillance des rejets de substances dangereuses dans l'eau afin d'améliorer la connaissance qualitative et quantitative des rejets de ces substances.

Article 2 : Prescriptions techniques applicables aux opérations de prélèvements et d'analyses

2.1 Les prélèvements et analyses réalisés en application du présent arrêté doivent respecter les dispositions de l'annexe 5 de la circulaire du 5 janvier 2009 susvisée.

2.2 Pour l'analyse des substances, l'exploitant doit faire appel à un laboratoire d'analyse accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17025 pour la matrice "eaux résiduaires", pour chaque substance à analyser.

2.3 L'exploitant doit être en possession de l'ensemble des pièces suivantes fournies par le laboratoire qu'il aura choisi, avant le début des opérations de prélèvement et de mesures afin de s'assurer que ce prestataire remplit bien les dispositions de l'annexe du présent arrêté préfectoral complémentaire :

1. justificatifs d'accréditations sur les opérations de prélèvements (si disponibles) et d'analyses de substances dans la matrice "eaux résiduaires" comprenant a minima :
 - numéro d'accréditation
 - extrait de l'annexe technique sur les substances concernées
1. liste de références en matière d'opérations de prélèvements de substances dangereuses dans les rejets industriels
2. tableau des performances et d'assurance qualité précisant les limites de quantification pour l'analyse des substances qui doivent être inférieures ou égales à celles de l'annexe 5.2 de l'annexe 5 de la circulaire du 5 janvier 2009 susvisée.
3. attestation du prestataire s'engageant à respecter les prescriptions figurant à l'annexe 5 de la circulaire du 5 janvier 2009 susvisée.

Les modèles des documents mentionnés aux points 3 et 4 précédents sont repris à l'annexe 5.5 de l'annexe 5 de la circulaire du 5 janvier 2009 susvisée (modèles également téléchargeables sur le site <http://rsde.ineris.fr/>).

2.4 Dans le cas où l'exploitant souhaite réaliser lui-même le prélèvement des échantillons, celui-ci doit fournir à l'inspection avant le début des opérations de prélèvement et de mesures prévues à l'article 3 du présent arrêté, les procédures qu'il aura établies démontrant la fiabilité et la reproductibilité de ses pratiques de prélèvement et de mesure de débit. Ces procédures doivent intégrer les points détaillés aux paragraphes 3.2 à 3.6 de l'annexe 5 de la circulaire du 5 janvier 2009 susvisée et préciser les modalités de traçabilité de ces opérations.

2.5 Les mesures de surveillance des rejets aqueux imposées à l'industriel par l'arrêté préfectoral 06/IC/058 à son article 3.7 sur des substances mentionnées à l'article 3 du présent arrêté peuvent se substituer à certaines mesures mentionnées à l'article 3, sous réserve que la fréquence de mesures imposée à l'article 3 soit respectée et que les modalités de prélèvement et d'analyses pour les mesures de surveillance réalisées en application de l'arrêté préfectoral 06/IC/058 répondent aux exigences de l'annexe 5 de la circulaire du 5 janvier 2009 susvisée, notamment sur les limites de quantification.

Article 3 : Mise en œuvre de la surveillance initiale

L'exploitant met en œuvre sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, le programme de surveillance aux points de rejet des effluents industriels de l'établissement dans les conditions suivantes :

Nom du rejet	Substance	Classement de la substance (**)	Durée de chaque prélèvement	Limite de quantification à atteindre par substance par les laboratoires en µg/l
Rejet 2 et rejet 3	Nonylphénols	1	24 heures représentatives du fonctionnement de l'installation	0,1
	Toluène	4		1
	Chlorure de méthylène	2		5
	Tétrachloroéthylène	3		0,5
	Trichloroéthylène	3		0,5
	Anthracène	1		0,01
	Fluoranthène	2		0,01
	Naphtalène	2		0,05
	Cadmium et ses composés	1		2
	Plomb et ses composés	2		5
	Mercure et ses composés	1		0,5
	Nickel et ses composés	2		10
	Arsenic et ses composés	4		5
	Zinc et ses composés	4		10
	Cuivre et ses composés	4		5

Nom du rejet	Substance	Classement de la substance (**)	Durée de chaque prélèvement	Limite de quantification à atteindre par substance par les laboratoires en µg/l
<i>Rejet 2 et rejet 3</i>	Chrome et ses composés	4	24 heures représentatives du fonctionnement de l'installation	5
	Diuron	2		0,05
	alpha Hexachlorocyclohexane	1		0,02
	gamma isomère Lindane	1		0,02
	<i>Octylphénols</i>	2		0,1
	<i>Tributylphosphate</i>	4		0,1
	<i>Pentabromodiphényléther (BDE 99)</i>	1		
	<i>Pentabromodiphényléther (BDE 100)</i>	1		
	<i>Benzène</i>	2		1
	<i>Ethylbenzène</i>	4		1
	<i>Xylènes (Somme o,m,p)</i>	4		2
	<i>Pentachlorophénol</i>	2		0,1
	<i>Chloroforme</i>	2		1
	<i>Tributylétain cation</i>	1		0,02
	<i>Dibutylétain cation</i>	4		0,02
	<i>Monobutylétain cation</i>	4		0,02
	<i>Atrazine</i>	2		0,03
	<i>Isoproturon</i>	2		0,05
	<i>Simazine</i>	2		0,03
		Demande Chimique en Oxygène		
	ou Carbone Organique Total		300	
	Matières en Suspension		2000	

- **
- 1 Substances prioritaires dangereuses issues de l'annexe X de la DCE 2006/CE/60
 - 2 Substances prioritaires issues de l'annexe X de la DCE 2006/CE/60
 - 3 Substance pertinentes issues de la liste I de la directive 2006/11/CE
 - 4 Substance pertinentes issues de la liste II de la directive 2006/11/CE

Périodicité : 1 mesure par mois pendant 6 mois.

Pour les rejets traités à la STEB, le prélèvement et les analyses doivent être coordonnés, dans la mesure du possible, avec ceux des autres établissements raccordés à la STEB.

Substances en italique

Il est donné à l'exploitant la possibilité d'abandonner la recherche des substances indiquées dans le tableau ci-dessus en italique qui n'auront pas été détectées après les 3 premières mesures réalisées dans des conditions techniques décrites ci-après.

Article 4 : Rapport de synthèse de la surveillance initiale

L'exploitant doit fournir dans un délai maximal de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral un rapport de synthèse de la surveillance initiale devant comprendre :

- Un tableau récapitulatif des mesures sous une forme synthétique. Ce tableau comprend, pour chaque substance, sa concentration et son flux, pour chacune des mesures réalisées. Le tableau comprend également les concentrations minimale, maximale et moyenne mesurées sur tous les échantillons, ainsi que les flux minimal, maximal et moyen calculés à partir des mesures et les limites de quantification pour chaque mesure;
- L'ensemble des rapports d'analyses réalisées en application du présent arrêté ;
- Dans le cas où l'exploitant a réalisé lui-même le prélèvement des échantillons, l'ensemble des éléments permettant d'attester de la traçabilité de ces opérations de prélèvement et de mesure de débit ;
- Des commentaires et explications sur les résultats obtenus et leurs éventuelles variations, en évaluant les origines possibles des substances rejetées, notamment au regard des activités industrielles exercées et des produits utilisés;
- Un état récapitulatif des saisies informatiques réalisées sur le site <http://rsde.ineris.fr> en application de l'article 5 ci-après. Cet état récapitulatif est à éditer à partir du site INERIS.
- des propositions dûment argumentées de poursuite de la surveillance sous forme d'une surveillance dite pérenne. Ces propositions seront à établir en fonction des instructions nationales. Ces instructions seront confirmées à l'exploitant par courrier de l'inspection des installations classées.

Article 5 : Remontée d'informations sur l'état d'avancement de la surveillance des rejets

Les résultats des mesures du mois N réalisées en application de l'article 3 du présent arrêté sont saisis mensuellement sur le site de <http://rsde.ineris.fr>.

Article 6 : Sanctions

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 1er du livre V du Code de l'Environnement.

Article 7 : Délai et voie de recours

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et de quatre ans pour les tiers, à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Article 8 : Affichage

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Mont – Arance – Gouze - Lendresse et pourra y être consultée par les personnes intéressées.

Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

En outre, un avis sera publié par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux diffusés dans tout le département.

Article 9 :

Le présent arrêté doit être conservé et présenté par l'exploitant à toute réquisition.

Article 10 : Ampliation et exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Pyrénées Atlantiques,
Le Maire de la commune de Mont – Arance – Gouze – Lendresse,
Le Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement, à Bordeaux,
Les inspecteurs des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, placés sous son autorité,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée ainsi qu'à Monsieur le Président du S.M.T.B.

Fait à PAU, le 18 JUL. 2011

LE PREFET

François-Xavier CECCALDI